



ICP

UNIVERSITAS
CATHOLICA
PARISIENSIS

Zoom
sur

France–Chine : une relation déséquilibrée, au profit de Pékin

Le récent déplacement d'Emmanuel Macron en Chine a mis en évidence la difficulté qu'éprouve la France à influencer diplomatiquement la République populaire et à rééquilibrer les échanges commerciaux bilatéraux.



Recevez l'actualité de l'ICP !

Je choisis mes centres d'intérêts

Par :

Paco Milhiet, *Visiting fellow* au sein de la Rajaratnam School of International Studies (NTU-Singapour), chercheur associé à l'ICP et **Emmanuel Lincot**, Spécialiste de l'histoire politique et culturelle de la Chine contemporaine, ICP



Pixabay

THE CONVERSATION À LA UNE DES 150 ANS

Du 3 au 5 décembre 2025, Emmanuel Macron a effectué une visite d'État en Chine, sa quatrième depuis 2017. Conformément à l'**ambition** de construire entre les deux pays une relation d'engagement à la fois respectueuse et exigeante, l'Élysée a déployé un dispositif conséquent : pas moins de six ministres (affaires étrangères, économie, agriculture, environnement, enseignement supérieur et culture) ainsi que trente-cinq chefs d'entreprise accompagnaient la délégation présidentielle.

Une mobilisation importante, symbole d'une relation multidimensionnelle... dont l'équilibre penche désormais résolument du côté de Pékin.

Un dialogue géopolitique de sourds

Les deux États sont *de facto* investis d'une responsabilité en matière de sécurité internationale, en tant que puissances nucléaires et membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies.

C'est au nom de cette responsabilité commune, et d'une supposée conception partagée du multilatéralisme, qu'Emmanuel Macron tente depuis 2022 de convaincre son homologue chinois d'œuvrer pour la paix en Ukraine : d'abord en s'assurant que Pékin s'abstienne de tout soutien à Moscou, ensuite en encourageant Xi Jinping à utiliser son influence sur Vladimir Poutine pour faciliter l'ouverture d'un processus diplomatique. Mais le président français n'a pas obtenu plus de succès lors de ce déplacement que les fois précédentes, se heurtant à une fin de non-recevoir polie mais ferme, son hôte se contentant d'appeler à « un renfort de la coopération » et à « écarter toute interférence ».

Il est vrai que, sur ce sujet, la neutralité de façade affichée par Pékin ne résiste pas à l'examen des faits. Le commerce sino-russe a doublé depuis 2020, et de nombreuses entreprises chinoises contribuent, discrètement mais de manière significative, à l'effort de guerre russe. Au reste, en termes de stratégie, Pékin n'a aucun intérêt à ce que le conflit russo-ukrainien cesse. Il affaiblit chaque mois davantage l'Union européenne, attire la Russie dans le giron chinois et retient pour l'heure les États-Unis sur le front occidental.

Concernant l'autre sujet géopolitique brûlant, Taïwan, Emmanuel Macron s'est gardé, cette fois-ci, de toute déclaration sujette à interprétation douteuse. Il faut dire qu'en la matière le président marche sur des œufs, et peut faire l'objet de tirs croisés. En 2023, il avait suscité l'ire de ses partenaires occidentaux en appelant les Européens à n'être « suivistes » ni des États-Unis ni de la Chine sur le dossier taïwanais. Un an plus tard, la comparaison qu'il a esquissée sur le podium du Shangri-La Dialogue, à Singapour, entre les situations ukrainienne et taïwanaise était jugée inacceptable, cette fois-ci par les Chinois.

In fine, la portée réelle du dialogue franco-chinois sur les questions de sécurité internationale demeure très limitée. La diplomatie française adopte donc une approche prudente, soucieuse de ne pas compromettre une relation commerciale déjà largement fragilisée.

Une relation économique asymétrique

La France souffre en effet d'un déficit commercial abyssal vis-à-vis de la Chine, qui est d'ailleurs son plus important déficit bilatéral. En 2024, il s'est élevé à 47 milliards d'euros. Si les multinationales françaises continuent de réaliser des profits substantiels en Chine (notamment dans l'aéronautique et le spatial, l'agroalimentaire, le luxe ou le cosmétique), les retombées pour l'ensemble du tissu économique national sont moins évidentes. Depuis l'accession de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001, l'ouverture tous azimuts au capitalisme d'État chinois a contribué, en France, à la désindustrialisation et à la perte d'avantages compétitifs de nombreux produits à haute valeur ajoutée.

Le président français a beau prévenir que « le déficit du reste du monde vis-à-vis de la Chine est en train de devenir insoutenable », la République populaire de Chine (RPC) est devenue un maillon essentiel de nombreuses chaînes d'approvisionnement stratégiques (informatique, équipements électroménagers, textiles, batteries, terres rares, etc.). Cette dépendance sera difficilement réversible. Sauf si, en concertation avec ses partenaires européens, elle exige de la Chine des transferts de technologie, et des investissements créateurs d'emplois sur les territoires nationaux.

Mais pour l'heure, la diplomatie française n'a d'autre choix que de jouer sur des mesures de court terme : elle tente notamment de limiter l'impact des enquêtes anti-dumping menées par la douane chinoise, qui visent plusieurs produits français (spiritueux – cognac en tête –, produits laitiers, porc, viande bovine). Les filières françaises sont ici les victimes collatérales des contre-mesures chinoises adoptées pour répondre aux droits de douane imposés par Bruxelles (et soutenus par Paris) sur les véhicules électriques chinois depuis octobre 2024.

Ces manœuvres réciproques ressemblant de plus en plus à une guerre commerciale entre l'Union européenne (UE) et la Chine. Quelques heures seulement après son retour de Chine, Emmanuel Macron menaçait même d'imposer des droits de douane à la Chine « dans les tout prochains mois », si le déficit commercial ne se réduisait pas.

Ambivalences françaises, inflexibilités chinoises

Les investissements croisés constituent également un point de friction. En effet, la France investit largement plus en Chine que l'inverse : le stock d'investissements français y atteint environ 46 milliards d'euros, contre quelque 12 milliards pour les investissements chinois en France.

Paris cherche dès lors à obtenir un rééquilibrage des flux et, plus largement, à promouvoir des conditions de concurrence équitables. Dans cette perspective, les autorités françaises continuent de courtiser les investisseurs chinois... à condition que cela ne compromette pas la souveraineté nationale. Une attitude, parfois ambivalente, qui ne va pas sans casse. Ainsi, l'usine Huawei en Alsace, livrée en septembre 2025, qui a représenté un investissement de 300 millions d'euros, risque d'être abandonnée et mise en vente avant même d'avoir ouvert.

À l'échelle politique, la diplomatie française qualifie « en même temps » la Chine de rival systémique dans le cadre européen, et de partenaire stratégique dans le cadre bilatéral. Un double discours parfois illisible et souvent incantatoire, tant la dépendance au partenaire (et/ou rival) chinois reste prépondérante. Une situation que ni la France ni l'Europe n'arrivent à infléchir.

À Pékin, la France gaullienne continue d'être célébrée comme un modèle d'indépendance et de non-alignement. Personne n'est toutefois dupe : la Chine flatte à l'échelle bilatérale pour mieux diviser les Européens et préserver les avantages structurels dont elle bénéficie. Une stratégie payante : alors que l'Union européenne et la Chine célébraient cinquante ans de relations diplomatiques, et que le président français avait pris l'habitude d'être accompagné par la présidente de la Commission européenne lors de ses rencontres avec Xi Jinping, Emmanuel Macron s'est cette fois déplacé seul.

Si l'UE demeure le deuxième partenaire commercial de la Chine (derrière l'Asean) – et à ce titre un acteur incontournable –, le déficit commercial européen s'élevait en 2024 à près de 350 milliards d'euros.

La RPC entend tirer pleinement parti de cette asymétrie, tout en veillant à ce que le bloc européen ne se fédère pas contre elle. Dans ce contexte, la France est aux yeux des Chinois un pays « romantique », comprenons : has been, politiquement inefficace et économiquement étriqué.

De Beauval à Chengdu, le soft power comme dernier point d'équilibre ?

Soixante-et-un ans après l'établissement de la relation bilatérale, ce déplacement aura surtout révélé les insuffisances françaises et le déséquilibre bilatéral structurel au profit de la Chine.

Emmanuel Macron pourra toujours se féliciter d'avoir été accueilli en grand chef d'État, Xi Jinping n'ayant pas lésiné sur les moyens pour lui « donner de la face ». Fait exceptionnel dans le protocole chinois, le président français a été convié pour la troisième fois en province – après Xi'an en 2018 et Canton en 2023 –, cette fois à Chengdu, quatrième ville de Chine et siège du plus grand centre de recherche et de conservation des pandas géants, des ursidés que Pékin érige en ambassadeurs et en véritables instruments diplomatiques.

Brigitte Macron a donc pu revoir son filleul Yuan Meng, premier panda géant né en France en 2017 et retourné à Chengdu en 2023. La Chine enverra d'ailleurs deux nouveaux pandas au ZooParc de Beauval d'ici à 2027. Simultanément, Emmanuel Macron a pu échanger quelques balles avec Félix Lebrun, le jeune pongiste médaillé à Paris 2024, venu disputer en Chine une compétition internationale. Cinquante ans après, la « diplomatie du ping-pong » reste donc d'actualité, comme démonstration maîtrisée d'amitié symbolique. Sans oublier le sprint aussi inédit que disruptif du président français qui lui permit de braver les cordons de sécurité chinois pour aller saluer les étudiants de l'Université du Sichuan. La France a pu ainsi se montrer sous un jour libertaire et sympathique.

À défaut d'influer sur les orientations géopolitiques et économiques de Pékin, la France peut toujours compter sur le soft power pour entretenir un dialogue. L'honneur est donc sauf... Mais à quel prix !

Cet article est republié à partir de The Conversation sous licence Creative Commons. Lire l'article original.

Publié le 17 décembre 2025 – Mis à jour le 1 avril 2026

A lire aussi

À LA
UNE

THE
CONVERSATION

A LA UNE DES 150
ANS

Tous les tags